

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Arrêté du 31 octobre 2024 fixant le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements du second degré privés placées sous contrat d'association

NOR : MENF2423594A

La ministre de l'éducation nationale et le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 442-9 et R. 442-14,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent arrêté, les taux de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement « part personnels » des classes des établissements d'enseignement du second degré privés placées sous contrat d'association sont fixés conformément au tableau ci-après :

Catégories	Taux par élève (en euros)
Collèges	
C 1 Pour les 80 premiers élèves	820,75
C 1 bis A partir du 81 ^e élève	453,77
C 2 Classes de 3 ^e avec dispositifs aménagés ou d'insertion (*)	533,32
C 3 Sections d'enseignement général et professionnel adapté	1 012,00
C 5 Classes de l'enseignement adapté	1 302,20
D 1 Classes des unités localisées pour l'inclusion scolaire	2 390,96
Lycées d'enseignement général et technologique	
D 1 Classes des unités localisées pour l'inclusion scolaire	2 390,96
G 1 Classes du second cycle	491,23
G 2 Classes préparatoires littéraires	556,12
G 3 Classes préparatoires scientifiques	621,07
T 1 Classes du secteur tertiaire	488,01
T 2 Classes du secteur industriel	613,02
T 3 Classes des secteurs : bâtiment, biologie, informatique, hôtellerie	638,65
TS 1 Sections de techniciens supérieurs (secteur tertiaire)	606,61
TS 2 Sections de techniciens supérieurs (secteur industriel)	728,42
TS 3 Sections de techniciens supérieurs (secteurs : bâtiment, biologie, informatique, hôtellerie)	738,14
Lycées professionnels	
C 2 Classes de 3 ^e avec dispositifs aménagés ou d'insertion (*)	533,32
C 3 Sections d'enseignement général et professionnel adapté	1 012,00
D 1 Classes des unités localisées pour l'inclusion scolaire	2 390,96
P 1 Classes du secteur tertiaire	644,53
P 2 Classes du secteur industriel	791,11
P 3 Classes des secteurs : bâtiment, biologie, informatique, hôtellerie	847,57

(*) Y compris 3^e préparatoire à la voie professionnelle (3^e prépa pro) et dispositif d'initiation aux métiers en alternance (DIMA) en LP.

Art. 2. – Les taux de la contribution de l’Etat aux dépenses de fonctionnement des classes placées sous contrat d’association du département de Mayotte, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et du territoire de la Polynésie française sont fixés conformément au tableau ci-après :

Catégories (*)	TAUX PAR ÉLÈVE (en euros)						
	Mayotte			Saint-Pierre-et-Miquelon			Polynésie française
	Total	dont « part personnels »	dont « part matériel »	Total	dont « part personnels »	dont « part matériel »	
C 1	1 365,30	1 182,30	183,00	2 537,50	2 187,26	350,24	2 175,43
C 1 bis	845,25	662,25	183,00	1 575,40	1 225,16	350,24	1 218,54
C 2	961,35	778,35	183,00	1 790,19	1 439,95	350,24	1 432,16
C 3	1 660,00	1 477,00	183,00	3 082,69	2 732,45	350,24	2 717,68
C5	2 083,48	1 900,48	183,00	3 866,13	3 515,89	350,24	3 496,88
D 1	3 672,47	3 489,47	183,00	6 805,76	6 455,52	350,24	6 420,62
G 1	887,79	704,79	183,00	1 415,55	1 303,86	111,69	1 296,81
G 2	980,90	797,90	183,00	1 602,62	1 476,12	126,50	1 468,13
G 3	1 074,07	891,07	183,00	1 789,43	1 648,48	140,95	1 639,56
T 1	883,16	700,16	183,00	1 415,73	1 295,30	120,43	1 288,29
T 2	1 062,53	879,53	183,00	1 782,13	1 627,13	155,00	1 618,34
T 3	1 099,31	916,31	183,00	1 862,51	1 695,17	167,34	1 686,01
TS 1	1 053,34	870,34	183,00	1 760,76	1 610,13	150,63	1 601,42
TS 2	1 228,12	1 045,12	183,00	2 117,91	1 933,47	184,44	1 923,02
TS 3	1 260,32	1 077,32	183,00	2 190,02	1 993,04	196,98	1 982,27
P 1	1 166,98	983,98	183,00	2 303,21	1 820,36	482,85	1 810,52
P 2	1 390,84	1 207,84	183,00	2 399,18	2 234,50	164,68	2 222,42
P 3	1 477,04	1 294,04	183,00	2 569,48	2 393,97	175,51	2 381,03

(*) Dénoménées à l'article 1^{er}.

Art. 3. – Les taux fixés par le présent arrêté sont applicables à compter de l’année scolaire 2023-2024.

Art. 4. – L’arrêté du 19 octobre 2023 fixant le montant de la contribution de l’Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements du second degré privés placées sous contrat d’association est abrogé.

Art. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 31 octobre 2024.

La ministre de l’éducation nationale,
Pour la ministre et par délégation :
Le sous-directeur
de l’enseignement privé,
L. LEYCURAS

Le ministre auprès du Premier ministre,
chargé du budget et des comptes publics,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice
chargée de la 3^e sous-direction
de la direction du budget,
A. SAOUDI